

LA LIBRE CIRCULATION N'EST PAS UNE UTOPIE

Demain, l'invasion ? Pour le politologue François Gemenne, l'ouverture totale des frontières ne provoquerait pas d'afflux massif. Plus que jamais, l'immigration reste un facteur de dynamisme humain et économique.

Propos recueillis par Juliette Bénabent

Si on ouvrait toutes les frontières ? Jugée utopiste, provocante, irresponsable par (presque) tous les politiques, cette idée est pourtant étudiée avec le plus grand sérieux par des chercheurs, tel le politologue belge François Gemenne, enseignant à l'université de Liège et à Sciences Pô Paris et membre de MobGlob (Mobilité globale et gouvernance des migrations). Les premières conclusions de ce groupe de travail de sept chercheurs, financé depuis 2013 par l'Agence nationale de la recherche (ANR), battent en brèche les fantasmes d'invasion. Mais au-delà, c'est notre regard sur les migrations qui doit évoluer.

Pourquoi envisager une ouverture de toutes les frontières ?

D'abord pour sauver des vies. Les frontières fermées ne rendent pas les migrations moins nombreuses, mais plus dangereuses. Ensuite pour appliquer un droit reconnu par l'article 13.2 de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien [...] » Le droit à la mobilité est une liberté fondamentale. Philosophiquement, l'enjeu est aussi l'égalité : la détermination d'une vie entière par le lieu de naissance est une injustice immense qui doit pouvoir être corrigée. Ces centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants qui frappent à nos portes questionnent notre humanité et notre fraternité. Les voyons-nous comme nos frères ou comme des étrangers ?

Pourquoi est-il crucial de changer de regard sur les mouvements de populations ?

Dans le monde, aujourd'hui, 59,5 millions de personnes fuient guerres et violences [selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, NDLR], 26 millions sont déplacées par des catastrophes naturelles, sans compter les migrants volontaires. N'oublions pas que l'essentiel de ces flux se dirige du Sud vers le sud. Dans notre monde globalisé, les gens bougent, et bougeront de plus en plus. Résister est un leurre ; juguler ces mouvements est hors de portée. Il faut les considérer comme un fait structurel, et même comme une chance si nous savons en tirer le meilleur parti. Voyez les migrations qui s'intensifient du nord vers le sud : mes étudiants de Sciences Pô font leur troisième année en Chine, en Inde, au Brésil, et il y a aujourd'hui plus de départs du Portugal vers l'Angola que l'inverse ! Pour nos ressortissants, l'immigration est considérée comme une formidable ouverture, alors pourquoi ne le serait-elle pas dans l'autre sens ?

Parce que la crise économique en Europe interdirait d'accueillir davantage d'immigrés...

Toutes les études de l'OCDE, d'Eurostat, de la Banque mondiale montrent que l'immigration n'a pas d'impact sur l'emploi. Que les immigrés occupent des emplois peu qualifiés (bâtiment, restauration...) ou au contraire très qualifiés (footballeur, ingénieur, prêtre) pour lesquels on ne trouve pas de candidats nationaux. Que leur potentiel d'entrepreneuriat est important, qu'ils créent des entreprises, et donc de l'emploi, même si cela n'est pas vrai à court terme pour les réfugiés. Rappelons aussi que, dans notre économie largement tournée vers le secteur tertiaire, l'emploi augmente avec la population : ce n'est pas un gâteau figé qu'il faut se partager, mais une masse évolutive, qui dépend beaucoup du dynamisme des sociétés. Et l'immigration est un facteur de dynamisme, humain et économique.

Que montrent les premières conclusions de MobGlob?

Avec une trentaine d'experts des migrations et de spécialistes des pays de départ, nous avons travaillé sur des scénarios de prospective à partir des données existantes, exactement comme un économiste anticipe un taux de croissance ou un démographe, l'évolution d'une population. Nos travaux prouvent que l'ouverture des frontières ne changerait guère le volume des migrations, ni leurs directions. Elle ne provoquerait pas d'afflux massif de populations, mais elle éliminerait immédiatement les trafiquants, dont l'activité deviendrait sans objet, et elle permettrait d'économiser les sommes astronomiques dépensées par les Etats pour lutter contre l'immigration clandestine. Cet argent libéré pourrait par exemple financer des programmes d'intégration.

Existe-t-il des exemples du modèle que vous proposez ?

Oui, et tous montrent la même chose. La frontière entre le Népal et l'Inde est ouverte depuis 1950, et malgré les énormes disparités économiques entre ces deux pays, les Népalais n'affluent pas massivement chez leur voisin. Idem entre l'Australie et la Nouvelle-Zélande, ou au sein de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cédéao) : les frontières poreuses n'induisent pas de flux incontrôlés. Mais le plus bel exemple, c'est Schengen ! L'Europe a créé ce formidable espace de libre circulation, de paix et de sécurité, qui lui a valu le prix Nobel de la paix en 2012. Son erreur tragique est de l'avoir réservé à 508 millions de privilégiés. Pourtant, cette ouverture a fait ses preuves : à sa création, en 1985, on n'a pas observé d'exode massif de l'est vers l'ouest, ou du sud vers le nord de l'Europe. Il faut le dire et le répéter : les gens ne migrent pas parce qu'une frontière est ouverte. Ils migrent pour protéger leur vie, ou pour mener à bien un projet économique. Alors, ils participent à la fois à l'économie du pays d'accueil et à celle de la planète en envoyant de l'argent à leurs proches. Ces fonds représentent un transfert financier entre le Nord et le Sud bien plus important que l'aide publique au développement ou les investissements privés.

Quel écho rencontrent vos travaux ?

L'accueil est très bon auprès des chercheurs et des associations. Chez les politiques en revanche, notre proposition reste largement considérée comme une utopie naïve, voire irresponsable. Même si elle rencontre un intérêt chez quelques députés EELV ou frondeurs socialistes, ou au Modem, à l'UDI, qui m'invitent à leurs journées parlementaires. Et le parti belge Ecolo qui vient d'inaugurer un groupe de travail sur l'ouverture des frontières. Les choses commencent à bouger, très lentement. Mais faire évoluer l'opinion sur l'immigration ne pourra se faire sans un puissant relais politique, et je n'en vois pas en France.

Le défi est, au fond, plus culturel qu'économique ?

Il faut dire la vérité : l'immigration d'aujourd'hui fait peur à l'Europe, et en particulier à la France, parce qu'elle concerne des musulmans. Comme me l'a écrit un auditeur après un entretien à la radio, les centaines de milliers de républicains espagnols accueillis (mal, par ailleurs) en France, à la fin des années 1930, « mangeaient comme nous, buvaient comme nous, et priaient le même Dieu ». Aujourd'hui, l'islam, religion visible dans l'espace public, est souvent perçue comme « invasive » et associée, par un raccourci dramatique, au radicalisme, et même au terrorisme. La laïcité est de plus en plus dressée contre elle comme un étendard. La France a peur de la différence, de l'étranger, de tout ce qui viendrait menacer une identité nationale particulièrement crispée. Elle exalte son exception culturelle, sa gastronomie de terroir, ses plus beaux villages, sa meilleure baguette... Mais elle doit apprendre à envisager le changement comme un enrichissement plus que comme une menace, à se projeter comme un pays divers et heureux, fier de sa diversité.

Imaginez-vous sérieusement qu'un jour le monde ouvrira ses frontières ?

Je ne vivrai peut-être pas assez longtemps pour le voir, mais j'en suis sûr. Cela va dans le sens de l'histoire. Un Etat qui fermerait entièrement ses frontières est condamné à disparaître, à devenir un pays-musée, marginalisé dans la communauté internationale, sans dynamisme économique. Dans soixante ou soixante-dix ans, des régions entières du monde seront rendues inhabitables par les changements climatiques. Des centaines de millions de personnes seront en mouvement. Il faudra repenser la distribution mondiale de l'humanité. Combien de temps va-t-on résister à cet état de fait, au lieu de l'embrasser ?

Télérama 3428 du 23 septembre 2015